



# PREMIER TRIMESTRE DE 2016 COMMUNIQUÉ PORTANT SUR LES RÉSULTATS

## LA BANQUE ROYALE DU CANADA DÉCLARE SES RÉSULTATS POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 2016

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*. Notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2016 et notre information financière complémentaire sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse [rbc.com/investorrelations](http://rbc.com/investorrelations).

**TORONTO, le 24 février 2016** – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 2 447 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2016, du même ordre qu'un an plus tôt. Ce résultat rend compte de la hausse du bénéfice du secteur Gestion de patrimoine qui a bénéficié de l'intégration de notre acquisition de City National Bank (City National), conclue le 2 novembre 2015, laquelle a représenté un bénéfice de 53 millions de dollars; 107 millions de dollars<sup>(1)</sup> exception faite de l'amortissement des immobilisations incorporelles de 31 millions de dollars après impôt et des coûts d'acquisition et d'intégration de 23 millions de dollars après impôt. Les résultats reflètent aussi des bénéfices records dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et une hausse des bénéfices dans le secteur Services aux investisseurs et trésorerie, lesquels ont été contrebalancés par une baisse des résultats des secteurs Assurances et Marchés des Capitaux. Nos résultats rendent aussi compte de l'incidence favorable de la conversion des devises. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 0,31 % s'est accru de 7 points de base par rapport à l'an dernier, par suite de la faiblesse des prix du pétrole. Nous avons aussi annoncé aujourd'hui la majoration de notre dividende trimestriel de 0.02 \$, ou 3 %, à 0.81 \$ par action.

Comparativement au dernier trimestre, le bénéfice net a reculé de 146 millions de dollars ou 6 %, conséquence surtout des ajustements fiscaux nets favorables inscrits au trimestre précédent par le secteur Services de soutien généraux. La hausse des bénéfices des secteurs Services aux investisseurs et trésorerie, Gestion de patrimoine, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux a été aussi atténuée par la baisse du résultat du secteur Assurances.

Nous avons maintenu un solide ratio de 9,9 % des capitaux propres ordinaires de première catégorie, en baisse de 70 points de base par rapport au trimestre précédent, conséquence de la clôture de l'acquisition de City National.

« En dépit d'une conjoncture macroéconomique difficile, nous avons dégagé un solide bénéfice de 2,4 milliards de dollars pour le trimestre écoulé, et j'ai le plaisir d'annoncer une augmentation de 3 % de notre dividende trimestriel », a déclaré Dave McKay, président et chef de la direction de RBC. « Dans le contexte que nous traversons actuellement, j'ai toutes les raisons de croire que le modèle d'affaires diversifié de RBC ainsi que la gestion disciplinée de ses risques et de ses coûts nous permettront de répondre aux attentes de nos clients tout en procurant une valeur durable à nos actionnaires. »

### Premier trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2015

- Bénéfice net de 2 447 millions de dollars (stable par rapport à 2 456 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,58 \$ (en baisse de 0,07 \$ par rapport à 1,65 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires<sup>(2)</sup> de 15,3 % (en baisse de 400 points de base par rapport à 19,3 %)
- Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 9,9 %, calculé en vertu de l'accord de Bâle III (en hausse de 30 points de base par rapport à 9,6 %)

### Premier trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

- Bénéfice net de 2 447 millions de dollars (en baisse de 6 % par rapport à 2 593 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,58 \$ (en baisse de 0,16 \$ par rapport à 1,74 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 15,3% (en baisse de 260 points de base par rapport à 17,9 %)
- Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 9,9 %, calculé en vertu de l'accord de Bâle III (en baisse de 70 points de base par rapport à 10,6 %)

<sup>1</sup> Les résultats de City National excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles, ainsi que les coûts d'acquisition et d'intégration, est une mesure hors PCGR qui permet aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance.

<sup>2</sup> Cette mesure n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2016.

## Rendement des secteurs d'exploitation au premier trimestre de 2016

Le bénéfice net du secteur **Services bancaires aux particuliers et aux entreprises** s'est établi à 1 290 millions de dollars, soit un résultat record en hausse de 35 millions, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net du secteur Services bancaires canadiens s'est élevé à 1 231 millions de dollars, en hausse de 11 millions, ou 1 %, par rapport à l'exercice précédent, et découle de la solide croissance de 6 % des volumes et de la hausse des revenus tirés des services tarifés, facteurs atténués surtout par la réduction des écarts de taux. Les résultats reflètent aussi la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, et l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis s'est établi à 59 millions de dollars, en hausse par rapport à 24 millions pour le dernier exercice, hausse qui reflète principalement l'incidence favorable de la conversion des devises et des mesures de gestion des coûts prises par la direction.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises est en hausse de 20 millions de dollars, ou 2 %. Le bénéfice net du secteur Services bancaires canadiens est demeuré relativement inchangé par rapport au dernier trimestre, la solide croissance des volumes, la hausse des revenus tirés des services tarifés et la baisse des coûts de marketing ayant été en grande partie neutralisées par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par la réduction des écarts de taux. Le bénéfice net du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis s'est établi en hausse de 16 millions de dollars, hausse qui reflète principalement l'augmentation des revenus tirés des services tarifés et l'incidence favorable de la conversion des devises.

Le bénéfice net du secteur **Gestion de patrimoine** s'est établi à 303 millions de dollars, en hausse de 73 millions, ou 32 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'inclusion de l'acquisition de City National, laquelle a contribué à hauteur de 53 millions de dollars au bénéfice net, après amortissement des immobilisations incorporelles et les coûts d'acquisition et d'intégration, comme il est indiqué ci-dessus. Les résultats reflètent également la baisse des coûts de restructuration de 19 millions de dollars (18 millions après impôt) liés aux activités du secteur Gestion de patrimoine – International et la hausse du bénéfice découlant de la croissance des actifs liés aux services tarifés, principalement pour les secteurs Gestion de patrimoine – Canada et Gestion mondiale d'actifs. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par la baisse des honoraires liés au rendement semestriels et par la baisse du bénéfice en raison d'une baisse des volumes de transactions qui reflète les conditions de marché défavorables.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net s'est établi en hausse de 48 millions de dollars, ou 19 %, essentiellement en raison de l'inclusion de l'acquisition de City National, comme il est indiqué ci-dessus.

Le bénéfice net du secteur **Assurances** s'est établi à 131 millions de dollars, en baisse de 54 millions, ou 29 %, par rapport à l'exercice précédent, baisse qui reflète la hausse des coûts liés aux sinistres au titre de nos produits de rétrocession vie en particulier, et la baisse du bénéfice découlant d'un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni, comparativement à deux nouveaux contrats au cours de l'exercice précédent.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net s'est établi en baisse de 94 millions, ou 42 %, car le trimestre précédent tenait compte d'ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses. La hausse des coûts liés aux sinistres a également contribué à la baisse du bénéfice net.

Le bénéfice net du secteur **Services aux investisseurs et trésorerie** s'est établi à 143 millions de dollars, relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la hausse tirée de la gestion des liquidités et du financement, de l'incidence positive de la conversion des devises et de l'augmentation du bénéfice découlant de la croissance des dépôts des clients. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par l'augmentation des dépenses liées à la technologie et la baisse des commissions de services de garde.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net s'est établi en hausse de 55 millions de dollars, ou 63 %, en raison surtout de la hausse liée à la gestion des liquidités et du financement, laquelle reflète la stabilisation des écarts de taux.

Le bénéfice net du secteur **Marchés des Capitaux** s'est établi à 570 millions de dollars, en baisse de 24 millions, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout des résultats à la baisse pour les secteurs Marchés mondiaux et Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, par rapport aux niveaux élevés enregistrés au dernier exercice, et de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la diminution de la rémunération variable, l'incidence positive de la conversion des devises et la diminution du taux d'imposition effectif.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net est en hausse de 15 millions de dollars, ou 3 %, en raison de la hausse des résultats tirés des activités de négociation attribuable à une plus grande activité de la part des clients et à une

légère amélioration des conditions du marché, de la baisse des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes, et de la hausse des résultats de nos Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. En outre, les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'ajustements fiscaux favorables.

Le bénéfice net du secteur **Services de soutien généraux** s'est établi à 10 millions de dollars, en raison principalement des mesures de gestion de l'actif et du passif. Le bénéfice net de l'exercice précédent s'établissait à 50 millions de dollars, en raison surtout d'un profit à la vente d'un bien immobilier ainsi que des mesures de gestion de l'actif et du passif. Le bénéfice net du dernier trimestre s'élevait à 200 millions de dollars, ce qui rendait compte essentiellement des ajustements fiscaux favorables nets et des mesures de gestion de l'actif et du passif, facteurs en partie neutralisés par les coûts de transaction liés à notre acquisition de City National.

**Capital** – Au 31 janvier 2016, le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III s'élevait à 9,9 %, en baisse de 70 points de base par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète en grande partie l'acquisition de City National, conclue le 2 novembre 2015, en partie neutralisée par les capitaux autogénérés.

**Qualité du crédit** – Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est élevé à 410 millions de dollars, en hausse de 140 millions, ou 52 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée au secteur Marchés des Capitaux, en raison surtout de l'augmentation des provisions dans les secteurs Pétrole et gaz et Services publics, ainsi que la hausse des provisions dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, principalement dans nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit. Notre ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 0,31 %, en hausse de 7 points de base par rapport au dernier exercice, et en hausse de 8 points de base par rapport au dernier trimestre.

Le total du montant brut des prêts douteux, soit 3 120 millions de dollars, représente une hausse de 987 millions, ou 46 %, par rapport au dernier exercice, dont une tranche de 576 millions est liée aux prêts acquis dans le cadre de l'acquisition de City National, qui sont couverts par la Federal Deposit Insurance Corporation. La hausse du montant brut des prêts douteux est aussi en partie attribuable à l'incidence de la conversion des devises et à l'augmentation des prêts douteux liés au secteur Pétrole et gaz. Notre ratio du montant brut des prêts douteux s'est établi à 0,59 %, en hausse de 13 points de base par rapport au dernier exercice et de 12 points de base par rapport au dernier trimestre.

## **MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES**

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act de 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent communiqué portant sur les résultats, dans des documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) aux États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, ainsi que les déclarations de notre président et chef de la direction. L'information prospective contenue dans le présent communiqué portant sur les résultats est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, les risques liés à l'assurance, à la conformité à la réglementation, aux activités d'exploitation, aux stratégies, à la réputation, au contexte juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques systémiques et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2015 et à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2016; la faiblesse des cours du pétrole et du gaz; les niveaux d'endettement élevés des ménages canadiens; l'exposition à des secteurs plus volatils; la cybersécurité; la lutte contre le blanchiment d'argent; la conjoncture commerciale et économique au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements; le risque fiscal et la transparence; et le risque environnemental.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent communiqué portant sur les résultats sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités de notre rapport annuel 2015, et sont mises à jour à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2016. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel aux actionnaires de 2015, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2016.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent communiqué portant sur les résultats. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent communiqué portant sur les résultats sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

## **ACCÈS AUX DOCUMENTS TRAITANT DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS**

Les investisseurs, médias et autres parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué portant sur les résultats trimestriels, les diapositives sur nos résultats trimestriels, de l'information financière supplémentaire, ainsi que notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2016 en visitant notre site Web, à l'adresse [rbc.com/investorrelations](http://rbc.com/investorrelations).

Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels et diffusion Web

La conférence sur les résultats trimestriels aura lieu le mercredi 24 février 2016 à 8 h (HNE) et comportera une présentation par les dirigeants de RBC de nos résultats pour le premier trimestre. Cette présentation sera suivie d'une période de questions pour les analystes.

Les parties intéressées pourront écouter en direct la conférence téléphonique en accédant à l'adresse

[www.rbc.com/investorrelations/ir\\_events\\_presentations.html](http://www.rbc.com/investorrelations/ir_events_presentations.html) ou en composant le 416-340-2217 ou le 1-866-696-5910 et en entrant le code d'accès 6770410#, entre 7 h 50 et 7 h 55 (HNE).

Les commentaires de la direction seront affichés sur notre site Web peu après la conférence téléphonique. De plus, il sera possible d'écouter un enregistrement de la conférence dès le 24 février 2016 à 17 h (HNE), et ce, jusqu'au 25 mai 2016 en accédant à l'adresse [www.rbc.com/investorrelations/ir\\_quarterly.html](http://www.rbc.com/investorrelations/ir_quarterly.html) ou en composant le 905-694-9451 ou le 1-800-408-3053 et en entrant le code d'accès 9484611#.

#### **Renseignements aux médias**

Claire Holland, directrice principale, Communication - Finance technologie et Gestion des risques, [claire.holland@rbc.com](mailto:claire.holland@rbc.com), 416-974-2239 ou 1-888-880-2173 (ligne sans frais à l'extérieur de Toronto)

Sandra Nunes, directrice principale, Communications financières, [sandra.nunes@rbc.com](mailto:sandra.nunes@rbc.com), 416-974-1794 ou 1-888-880-2173 (ligne sans frais à l'extérieur de Toronto)

#### **Renseignements aux investisseurs**

Amy Cairncross, vice-présidente et chef, Relations avec les investisseurs, [amy.cairncross@rbc.com](mailto:amy.cairncross@rbc.com), 416-955-7803

Lynda Gauthier, directrice générale, Relations avec les investisseurs, [lynda.gauthier@rbc.com](mailto:lynda.gauthier@rbc.com), 416-955-7808

Stephanie Phillips, directrice principale, Relations avec les investisseurs, [stephanie.phillips@rbc.com](mailto:stephanie.phillips@rbc.com), 416-955-7809

Brendon Buckler, directeur associé, Relations avec les investisseurs, [brendon.buckler@rbc.com](mailto:brendon.buckler@rbc.com), 416-955-7807

## **APERÇU DE RBC**

La Banque Royale du Canada est la plus importante banque au Canada, et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale, au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des produits et services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de gestion de patrimoine, d'assurance, aux investisseurs et liés aux marchés des capitaux. Elle compte environ 80 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 16 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 37 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site [rbc.com](http://rbc.com). RBC contribue à la prospérité des collectivités et appuie une grande diversité d'initiatives communautaires par des dons, des commandites et le travail bénévole de ses employés. En 2015, RBC a versé plus de 100 millions de dollars à des initiatives communautaires partout dans le monde.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent communiqué portant sur les résultats comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA et RBC, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada et/ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent communiqué portant sur les résultats qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.